

Nafeez Mosaddeq Ahmed

***La Guerre
contre la vérité***

**11 Septembre, désinformation
et anatomie du terrorisme**

*Traduit de l'anglais par
Monique Arav et Kiersten Weeks*

Éditions Demi-Lune

PREMIÈRE PARTIE

GÉOPOLITIQUE DU TERRORISME

Ce chapitre introductif s'efforce de décrire les circonstances politiques et historiques dans lesquelles sont intervenus les attentats du 11 Septembre. Nous nous proposons d'aider à comprendre toute la gamme des politiques étrangères mises en place par les États-Unis envers des États amis ou hostiles, vis-à-vis du terrorisme international, tant à notre époque que par le passé, politiques qui sont essentiellement le fruit de préoccupations de sécurité nationale. Les plus importants parmi ces États font l'objet de politiques américaines ambiguës en matière de sécurité. L'étude portera également sur les conséquences de ces politiques sur les opérations menées par des réseaux terroristes internationaux (en particulier al-Qaida) et sur les États qui protègent et/ou répriment ces réseaux, ainsi que les rapports réels et/ou potentiels de ces conséquences avec le 11 Septembre.

1.

L'AFGHANISTAN ET LE "TERRORISME INTERNATIONAL"

Chacun sait que les racines du terrorisme international contemporain viennent de l'Afghanistan, théâtre de conflits majeurs pendant la guerre froide lorsque les États-Unis soutenaient les moudjahidin afghans qui tentaient de repousser l'occupation de leur pays par l'URSS. Certaines factions rebelles afghanes soutenues par les États-Unis ont ainsi fini par contribuer à la création d'un réseau international de terroristes formés par la CIA et unis sous la bannière "al-Qaida" d'Oussama ben Laden. Certes, ce lien historique entre la politique étrangère américaine et occidentale et la généralisation actuelle du terrorisme international est souvent reconnu ; il n'en demeure pas moins que son déroulement réel est rarement compris, et ses ramifications contemporaines largement méconnues. En réalité, l'implication de l'Occident en Afghanistan pendant la guerre froide n'a fait que marquer le début d'une relation qui s'est épanouie bien après la fin de l'Union soviétique, et ce malgré les massacres qui s'en sont suivis. Toutefois, pour prendre la mesure des liens étroits qui unissent le terrorisme international à la politique étrangère américaine et occidentale, il convient d'examiner avec précision l'évolution de cette relation complexe dès son origine dans un pays meurtri par la guerre.

L'IDÉOLOGIE DU "TERRORISME INTERNATIONAL"

À l'été 1979, un groupe d'élites puissantes venues de différents pays se réunit à Jérusalem lors d'une conférence internationale visant à promouvoir et exploiter l'idée du "terrorisme international". Cette enceinte, officiellement intitulée Conférence de Jérusalem sur le terrorisme international (ci-après "CJTI"), avait été organisée pour le compte de l'Institut Jonathan par Benyamin Netanyahu, alors ministre des Finances israélien. Cet institut avait été fondé à la mémoire du frère de Benyamin Netanyahu, le lieutenant-colonel Jonathan Netanyahu, officier israélien tué par une balle perdue lors d'un raid des Forces de défense israéliennes (FDI) dans les territoires occupés.¹

Il y a plus de vingt ans, la CJTI jetait ainsi les bases idéologiques de la "guerre contre le terrorisme". Selon le thème phare de cette conférence, le terrorisme international était un mouvement politique organisé dont l'origine se trouvait toujours en Union soviétique. En dernière analyse, tous les groupes terroristes découlaient de cette source unique qui, aux

dières de la CJTI, fournissait un soutien financier, militaire et logistique aux mouvements terroristes du monde entier. Face au danger mortel posé par l'envergure mondiale de ce mouvement terroriste international pour la sécurité et la démocratie occidentales, une offensive antiterroriste mondiale s'imposait sous la forme d'une coordination entre les différents services de renseignement militaire occidentaux.²

Mais comme le démontre Philip Paull dans sa thèse de Master de l'université de San Francisco, la documentation de la CJTI laissait beaucoup à désirer, tout comme son utilisation des sources. Ainsi, elle citait fréquemment des statistiques censées démontrer que les incidents liés au terrorisme international avaient décuplé entre 1968 et 1978. Or, comme le montre Philip Paull, ces chiffres gonflés, voire inventés, contredisent les données originales de la CIA qui attestaient au contraire une diminution des incidents terroristes.³ La CJTI recourait souvent à des techniques de désinformation flagrante, avec force citations inexacts ou déformations des rapports des services secrets occidentaux. Elle reprenait également à son compte la désinformation diffusée dans les médias dominants et soutenue par le gouvernement.⁴ En conclusion, Philip Paull affirme que la CJTI de 1979 fut :

... une opération de propagande réussie... le concept de "terrorisme international" promu par la Conférence de Jérusalem se base intégralement sur des informations de mauvaise qualité, malhonnêtes et en fin de compte corrompues... La problématique du terrorisme international n'a pratiquement rien à voir avec les faits, pas plus qu'avec une définition juridique objective du terme. Sous la forme promue par la Conférence de Jérusalem et utilisée par l'administration Reagan, cette problématique est un instrument idéologique. À l'heure actuelle, aux États-Unis, c'est l'idéologie qui prime en matière de politique étrangère, et non la réalité des faits.⁵

La nouvelle idéologie du "terrorisme international" justifie alors l'orientation de l'administration Reagan vers un "renouveau de la politique étrangère interventionniste" et légitime une "nouvelle alliance entre les dictatures de droite dans le monde" et le gouvernement. "Ces dictatures militaires et ces gouvernements répressifs utilisent souvent le terme 'terroriste' pour désigner l'opposition." Le gouvernement opte ainsi pour "une légitimation de ses politiques de terrorisme d'État et de répression". Ce faisant, il diminue la pression en faveur d'une réforme des services secrets et ouvre la porte à "des actes agressifs et parfois illégaux des services secrets" dans le cadre de la lutte contre la menace du terrorisme international.⁶

Mais si la cible de son programme antiterroriste n'est pas réelle, quelle est donc la véritable cible du gouvernement ? Selon Richard Barnet, ancien fonctionnaire du Département d'État, le gonflement de ce "terrorisme international" soutenu par l'URSS sert précisément à diaboliser les menaces pesant sur le système économique capitaliste dominé par les États-Unis :

Le terme même de "communiste" a été utilisé si fréquemment de manière impropre pour qualifier des régimes révolutionnaires ou radicaux qu'il risque d'être appliqué à tout gouvernement qui adopterait l'une ou l'autre des politiques suivantes qui ne sont pas du goût du Département d'État : nationalisation des entreprises privées, notamment des sociétés en mains étrangères, réforme agraire radicale, politiques commerciales autarciques, acceptation de l'aide soviétique ou chinoise, insistance à suivre une politique étrangère antiaméricaine ou non alignée, etc.⁷

Mais quels étaient les principaux architectes du projet de "terrorisme international" de la CJTI ? Selon Philip Paull, "des membres des gouvernements des États-Unis et d'Israël, présents ou passés, des membres de la nouvelle droite, d'anciens officiers de haut rang des services secrets américains et israéliens, le groupe opposé à la détente et en faveur de la guerre froide associé aux politiques du sénateur Henry M. Jackson, un groupe de journalistes et d'intellectuels néo-conservateurs..., ainsi que des hommes politiques et des journalistes réactionnaires britanniques et français."⁸ Parmi les participants les plus en vue, on relève :

Menachem Begin, à l'époque Premier ministre israélien et ancien "terroriste" de l'Irgoun

Benzion Netanyahu, à l'époque professeur émérite à la Cornell University

Shimon Peres, à l'époque chef du Parti travailliste israélien

Gén. Chaim Herzog, ancien chef du renseignement militaire israélien

Maj. Gén. Meir Amit, ancien chef du renseignement militaire israélien

Lt. Gén. Aharon Yariv, ancien chef du renseignement militaire israélien

Maj. Gén. Schlomo Gazit, ancien chef du renseignement militaire israélien

Paul Johnson, ancien rédacteur du *New Statesman*

Honorable Sir Hugh Fraser, député conservateur et ancien sous-secrétaire britannique aux Colonies

Henry M. Jackson, sénateur de droite influent de l'État de Washington

Richard Pipes, professeur et expert sur la Russie au sein du Conseil de sécurité nationale du président Reagan

Ray S. Cline, ancien directeur adjoint du renseignement à la CIA

Maj. Gén. George J. Keegan, ancien chef du renseignement de l'armée de l'Air américaine

George Bush Sr, ancien directeur de la CIA et à l'époque candidat aux élections présidentielles, dont il sortit ensuite victorieux.⁹

Or c'est justement George W. Bush, le fils de George Bush Sr, qui, en succédant à Bill Clinton, a supervisé le plus efficacement l'application, sur le plan national et international, de tout un programme politique américain basé essentiellement sur l'idéologie du "terrorisme international". La seule différence notable tient à ce qu'au lieu d'exagérer la menace posée par une Union soviétique désormais défunte, la doctrine contemporaine qui sous-tend la nouvelle "guerre contre le terrorisme" se fonde sur la projection d'une nouvelle menace transnationale islamiste : l'al-Qaida d'Oussama ben Laden. Mais la logique qui étaye l'accent mis sur le "terrorisme international" par le gouvernement Bush est bien la même que celle promue par George Bush Sr et la CJTI. Comme l'écrit Frank J. Donner, avocat défenseur des libertés civiles : "Le candidat principal au développement des opérations de renseignement, c'est aujourd'hui le terrorisme, un phénomène qui a profondément choqué la conscience populaire dans tous les pays occidentaux, y compris ceux qui sont restés épargnés par les attentats. Cette stratégie a pour but de créer la peur, et ce but est incontestablement atteint."¹⁰

Autre coïncidence, la CJTI – la première conférence politique majeure à définir le concept du "terrorisme international" et à en légitimer l'instrumentalisation politique par le gouvernement américain – se déroule pratiquement au moment où ce même gouvernement lançait une série d'opérations secrètes décisives en Afghanistan, qui présageaient une dangereuse nouvelle alliance entre l'Occident et tout un éventail d'organisations aujourd'hui reconnues comme l'ennemi terroriste numéro un du monde occidental. Par une ironie fâcheuse, au moment même où les élites américaines, israéliennes et britanniques construisaient une idéologie du "terrorisme international", le gouvernement américain exploitait les tensions issues de la politique soviétique pour créer des liens avec les individus qui allaient précisément former le réseau terroriste international le plus puissant de notre époque.

L'ACCOUCHEUSE DU DIABLE : LA GUERRE FROIDE

En 1978, l'URSS est profondément impliquée dans la politique de l'Afghanistan. En avril 1978, Nur Mohammad Taraki et son Parti démocratique du peuple afghan (PDPA) sont le fer de lance d'un coup d'État qui renverse le gouvernement de Mohammad Daoud Khan. Le même jour voit l'assassinat de Daoud et la chute de son gouvernement. Le coup d'État est précipité lorsque Daoud fait arrêter la plupart des chefs du PDPA, en vue de réprimer l'opposition de manière draconienne. Sans

conteste, le PDPA était soutenu par les Soviétiques. Parmi ses chefs de file, nombreux étaient ceux qui avaient étudié ou suivi une formation militaire en URSS. Scindé en deux factions depuis 1967, le parti ne s'était réuni qu'en 1977 sous la pression soviétique.

Sous l'égide du PDPA, l'Afghanistan devient exclusivement tributaire de l'aide soviétique et subit un programme de réformes socio-économiques assez complet. Parmi les éléments les plus significatifs, on retiendra l'abolition de l'usure et des inégalités entre les propriétaires terriens, l'annulation des dettes hypothécaires des travailleurs agricoles, des métayers et des petits propriétaires terriens, le lancement de projets éducatifs à grande échelle tels les cours d'alphabétisation, notamment en faveur des femmes, l'impression de manuels scolaires rédigés en plusieurs langues, la formation d'un grand nombre d'enseignants et la création, par centaines, d'écoles, d'hôpitaux et de crèches destinées aux orphelins.

Tout en reconnaissant les bienfaits de ces réformes, il importe également de souligner les failles du PDPA. Comme le régime de Taraki était essentiellement le fruit du coup d'État militaire perpétré par une faction restreinte, il ne disposait pas des institutions démocratiques nécessaires à l'établissement d'un véritable rapport avec la majorité des Afghans. Malgré le succès relatif de nombreuses réformes, le régime ne parvint jamais à susciter une véritable participation populaire au processus politique. Le problème tient en grande partie au fait que le PDPA était en réalité une institution laïque dirigée par un pouvoir séculier, et l'Union soviétique elle-même peu ouverte aux sensibilités islamiques d'une population afghane en majorité musulmane. C'est ainsi que l'islam devint en Afghanistan l'instrument de classes sociales puissantes soucieuses de consolider leurs privilèges face à la menace des réformes du PDPA.

Le fossé entre le peuple et le gouvernement était encore aggravé par le caractère révolutionnaire des programmes de modernisation dont la politique de redistribution agraire à grande échelle devait octroyer des terres à 200 000 familles rurales. Porteuse d'une promesse de plus grande égalité, cette politique n'en exacerba pas moins les conflits sociaux. Elle s'opposait diamétralement aux intérêts des riches propriétaires terriens et de ceux auxquels le système féodal traditionnel accordait une position privilégiée, parmi lesquels de nombreux membres du clergé musulman.¹¹ Comme le relève le *New York Times*, la nécessité de protéger les pratiques musulmanes "fut instrumentalisée par certains Afghans qui s'opposaient en fait surtout aux projets de réforme agraire et aux transformations de la société féodale voulus par le président Taraki."¹² Même si, comme le note *The Economist*, "les pratiques religieuses n'avaient fait l'objet d'aucune

restriction” de la part du régime de Taraki,¹³ les Afghans n’en ressentaient pas moins le régime prosoviétique du PDPA comme une occupation étrangère destinée à défier les traditions musulmanes de leur pays. De son côté, le clergé faisait tout pour entretenir ce sentiment et le problème était encore exacerbé par l’absence de rapports entre le parti et la population.

Dès juin 1979 et peut-être même avant, les États-Unis lancent une série d’opérations secrètes en Afghanistan pour y exploiter les conflits sociaux potentiels. Selon Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la Sécurité nationale sous le gouvernement Carter, l’implication américaine avait débuté bien avant l’invasion de l’Afghanistan par l’URSS le 27 décembre 1979. Citant Brzezinski, l’Agence France-Presse rapporte que “les États-Unis lancèrent une opération secrète au moins six mois avant l’invasion soviétique du pays en 1979... ‘Nous avons effectivement soutenu les moudjahidin avant l’invasion’ [déclara Brzezinski].”¹⁴ Zbigniew Brzezinski confirme également que le but de la stratégie américaine était de provoquer une invasion soviétique : “Nous n’avons pas poussé les Russes à l’invasion, mais nous en avons délibérément accru la probabilité. Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d’attirer les Russes dans le piège afghan.”¹⁵ Les révélations de Zbigniew Brzezinski ont été corroborées par Robert Gates, ancien directeur de la CIA, qui affirme dans ses mémoires, *From the Shadows*, que les services secrets américains ont commencé à soutenir une rébellion afghane en Afghanistan six mois avant l’intervention soviétique.¹⁶

Il s’agissait apparemment d’une tentative soigneusement orchestrée pour semer le trouble parmi les factions afghanes dirigées par des membres du clergé féodal – pour la plupart dissociés des groupes politiques nationaux –, dans le but de déstabiliser le PDPA soutenu par les Soviétiques. Les États-Unis exploitèrent les sentiments des chefs religieux, riches et puissants, et recrutèrent des chefs de guerre locaux pour former des groupes rebelles. Cette stratégie envenima le conflit entre les rebelles et le gouvernement. La réaction assez malheureuse du PDPA consista notamment à faire arrêter et exécuter ses ennemis – tant réels que présumés –, provoquant ainsi le premier grand exode de réfugiés vers le Pakistan voisin. Le fait que la répression gouvernementale ait également frappé d’innocents civils apporta de l’eau au moulin des revendications des chefs religieux afghans et rendit apparemment plus crédible la légitimité de leur opposition au PDPA. Des révoltes éclatèrent dans plusieurs régions du pays, en réaction à ce qui était perçu comme une répression gouvernementale. Mais les tenants du pouvoir, dont les intérêts reposaient foncièrement sur le système féodal traditionnel afghan, jouèrent un rôle essentiel dans cette rébellion soutenue par les États-Unis.

Un reporter de la BBC séjourna quatre mois parmi les membres du mouvement rebelle. À l'issue de ce séjour, la BBC conclut que les détenteurs du pouvoir "se battaient pour conserver leur système féodal et empêcher les réformes de gauche du gouvernement de Kaboul qui [étaient] vues comme contraires à l'islam."¹⁷ Le clivage de la société afghane a ainsi été aggravé par la domination du PDPA soutenue par les Soviétiques et la rébellion appuyée par les États-Unis.¹⁸

En décembre 1979, l'URSS lance une invasion en règle destinée à contrer le programme américain de déstabilisation. À leur tour, les États-Unis intensifient leur soutien clandestin aux rebelles, et la CIA s'attache les services de renseignement militaire pakistanais en leur offrant soutien militaire et formation. Comme l'observe l'analyste afghan Nour Ali, "des centaines d'hommes politiques et de technocrates afghans de haut rang, d'officiers de l'armée et même de généraux passèrent au Pakistan dans l'espoir d'y organiser la résistance nécessaire à l'invasion, et de libérer l'Afghanistan." Le gouvernement américain, "en collusion avec les dirigeants pakistanais, usa et abusa de cette opportunité." Nour Ali distingue trois objectifs essentiels derrière cette stratégie américaine :

(a) au sein du pays, bloquer la création de toute organisation afghane responsable et indépendante favorable à la résistance afghane et en rapport direct avec Washington, (b) repousser l'Armée rouge en versant uniquement du sang afghan, et (c) faire de l'Afghanistan un satellite, voire une partie intégrante du Pakistan, en contrepartie des services rendus par les dirigeants pakistanais et au mépris total de la souveraineté du peuple afghan et des sacrifices qu'il avait consentis.¹⁹

Un élément-clé de l'opération soutenue par les États-Unis consistait à tenter de fabriquer une idéologie religieuse extrémiste au moyen d'un amalgame de traditions féodales afghanes et de rhétorique islamique : "Parmi les thèmes principaux [on relève] que l'islam était une idéologie sociopolitique complète, que les troupes soviétiques athées violaient l'islam sacré et que le peuple islamique d'Afghanistan devait réaffirmer son indépendance en renversant le régime afghan de gauche soutenu par Moscou."²⁰

Parmi les innombrables politiques destinées à générer le niveau d'extrémisme requis, les États-Unis financèrent – à la hauteur de millions de dollars – la production et la distribution en Afghanistan de manuels scolaires vantant les valeurs guerrières du meurtre et du fanatisme. "Les livres élémentaires," relate le *Washington Post*, "qui regorgeaient de références au *jihad* et dont les illustrations montraient des fusils, des balles, des soldats et des mines, font depuis lors partie du programme

scolaire de base en usage dans les écoles afghanes. Même les *talibans* ont utilisé les livres produits par les Américains.” Le *Washington Post* a cité des officiels américains qui ont admis, sous couvert d’anonymat, que les manuels scolaires “ont imprégné de violence toute une génération.”²¹

Par conséquent, les États-Unis ont joué un rôle particulièrement crucial dans cette culture de l’extrémisme. Comme l’observe l’expert en Asie centrale Selig Harrison, du Woodrow Wilson International Center for Scholars : “Je les ai prévenus que nous étions en passe de créer un monstre. Ils m’ont répondu qu’il s’agissait de fanatiques et que plus ils seraient féroces, plus leur combat contre les Soviétiques serait acharné.”²² Le gouvernement américain est donc parfaitement informé de la nature du monstre qu’il a créé. Comme le remarque le journaliste de Washington Ken Silverstein, rédacteur au *Harper’s Magazine* :

Même si Reagan qualifiait les rebelles de “combattants pour la liberté”, rares étaient les membres du gouvernement qui s’illusionnaient sur les forces soutenues par les États-Unis. Les combattants moudjahidin embrassaient un islam radical – on savait que certains commandants avaient vitriolé des femmes qui refusaient de porter le voile – et bafouaient les droits de l’Homme en commettant des atrocités dans leur guerre contre l’Armée rouge.²³

L’idéologie religieuse extrémiste “jihadiste” cultivée dans les programmes de formation parrainés par la CIA était émaillée de normes tribales, engendrant ainsi un système totalement déformé, fait de valeurs guerrières affublées d’un jargon “islamique”.

Oussama ben Laden a joué un rôle crucial dans ce processus. Son père, Sheikh Mohammad ben Laden, fondateur d’une formidable dynastie de bâtisseurs, allait bientôt devenir “un constructeur arabe légendaire, responsable de grands projets de routes, d’aéroports et autres infrastructures dans le royaume d’Arabie Saoudite, dans l’Émirat de Ras al-Khaimah et en Jordanie,” selon John K. Cooley, correspondant d’ABC News et spécialiste du Moyen-Orient. “Attirant les ingénieurs talentueux du monde entier, l’entreprise ne tarda pas à amasser une fortune colossale.” En 1966, le conglomérat des sociétés ben Laden “était le premier entrepreneur privé de ce type au niveau mondial.” À la fin des années 70, “l’un des jeunes fils de Sheikh Mohammad, Oussama, était à la tête d’une grande partie des affaires. Sous sa direction, le groupe conserva sa réputation d’excellence professionnelle et d’attitude novatrice – ‘rien n’est impossible’ – dans les projets de grande envergure. Des revenus phénoménaux ne tardèrent pas à s’ajouter à la part de la fortune familiale dont avait hérité Oussama ben Laden.”²⁴

Ahmed Rachid, correspondant de la *Far Eastern Economic Review* et du *Daily Telegraph* (Londres) pour le Pakistan, l'Afghanistan et l'Asie centrale, relève dans la *Pittsburgh Post-Gazette* qu'Oussama ben Laden et sa famille étaient profondément impliqués dans la rébellion afghane soutenue par les États-Unis contre l'occupation soviétique: “[Sa famille] appuyait la lutte afghane et lui apporta son soutien financier ; quand Oussama ben Laden décida de rejoindre les combattants non afghans avec les moudjahidin, sa famille réagit avec enthousiasme.”²⁵

John Cooley rapporte que les activités d'Oussama ben Laden en Afghanistan se déroulèrent “avec l'approbation pleine et entière du régime saoudien et de la CIA.”²⁶ C'est dans le cadre d'un contrat avec la CIA qu'Oussama ben Laden et la société familiale construisirent, pour plusieurs milliards de dollars, les grottes connues sous le nom de Tora Bora :

Il fit venir des ingénieurs de la société de son père et des équipements de construction lourds pour bâtir les routes et les entrepôts destinés aux moudjahidin. En 1986, il participa à la construction d'un complexe de tunnels enfouis sous les montagnes proches de la frontière pakistanaise. Ce complexe financé par la CIA devait servir aux moudjahidin comme un important dépôt d'armes, un camp de formation et un centre médical.²⁷

John Cooley ajoute :

En raison de sa réputation de pieux musulman favorable à la cause de l'islamisme wahhabite, et de la participation des sociétés ben Laden à la construction et à la rénovation des lieux saints de La Mecque et de Médine, les services secrets saoudiens tout comme la CIA voyaient en ben Laden un candidat idéal pour le rôle de premier plan qu'il commençait à jouer. Ben Laden commença à financer – avec ses propres fonds et ceux de sa société – le recrutement, le transport et la formation des volontaires arabes qui arrivaient en masse, d'abord à Peshawar, puis en Afghanistan... En 1985, avec sa fortune familiale et sa société, ben Laden avait rassemblé suffisamment de millions... pour organiser al-Qaida.²⁸

“Ravis de ses impeccables lettres de créance saoudiennes,” note John Cooley, “la CIA et les généraux du renseignement pakistanais donnèrent carte blanche à Oussama en Afghanistan.”²⁹ D'après Michael Springmann, ancien chef du bureau américain des visas à Jeddah, la CIA et l'Arabie Saoudite suivaient une politique commune visant à faciliter l'entrée des recrues de ben Laden aux États-Unis pour leur entraînement terroriste :

En Arabie Saoudite, des fonctionnaires haut placés du Département d'État m'ont, à de nombreuses reprises, donné l'ordre d'accorder un visa à des

candidats qui ne remplissaient pas les conditions requises... Il s'agissait pour la plupart d'individus sans aucun lien avec l'Arabie Saoudite ni avec leur propre pays. Je m'en suis plaint amèrement lorsque j'étais en poste dans ce pays. De retour aux États-Unis, je me suis plaint au Département d'État, au General Accounting Office, au Bureau of Diplomatic Security et aux services de l'Inspecteur général. Je n'ai jamais obtenu de réponse. Je m'insurgeais en réalité contre les tentatives d'amener des recrues d'Oussama ben Laden aux États-Unis où elles seraient formées au terrorisme par la CIA avant de retourner en Afghanistan pour y combattre ceux qui étaient à l'époque les Soviétiques.³⁰

En parallèle, Gulbuddin Hekmatyar, un agent secret afghan très important, recevait des fonds considérables fournis par la CIA via l'Inter-Services Intelligence du Pakistan. Pendant les années 80, ces sommes s'élevèrent chaque année à environ un demi-milliard de dollars, que l'Arabie Saoudite complétait par un montant pratiquement équivalent.³¹ L'ISI pakistanaise servait d'intermédiaire à la CIA pour faire passer aux rebelles afghans armes, planification et formation. Le *Washington Post* relève que la décision de Sécurité nationale signée par le président Reagan en mars 1985 – la directive 166 – précise que la guerre afghane visait à “infliger une défaite aux troupes soviétiques en Afghanistan au moyen d'opérations clandestines et à inciter les Soviétiques à se retirer.” L'opération clandestine comprenait “une augmentation spectaculaire de la quantité d'armes fournies – en progression constante pour atteindre 65 000 tonnes par an d'ici 1987,” alliée à “un flot incessant de spécialistes de la CIA et du Pentagone à destination du quartier général secret de l'ISI pakistanaise, situé sur la route principale, près de Rawalpindi, au Pakistan. C'est là que les spécialistes de la CIA rencontraient les officiers du renseignement pakistanaise pour planifier les opérations des rebelles afghans.”³² L'ISI pakistanaise devint ainsi un instrument totalement intégré à la politique étrangère américaine dans la région, une “structure parallèle exerçant un pouvoir énorme sur tous les aspects du gouvernement.”³³

Il ne s'agissait pas seulement d'une collaboration entre les agences de renseignement américaine et pakistanaise, mais d'une relation hiérarchique dans laquelle la CIA conservait la direction générale et dominait l'ISI, alors que cette dernière poursuivait des politiques entrant dans le cadre stratégique défini par son donateur principal, les États-Unis. Selon *Jane's Defense Weekly*, les agents de l'ISI en contact avec al-Qaida reçurent l'aide des “commandos des bérets verts américains et des Navy Seals dans divers centres d'entraînement américains.” Plus de 10 000 moudjahidin furent ainsi “formés aux tactiques de guérilla et équipés

d'armes sophistiquées." En 1988, *Jane's* rapporte que "ben Laden fonda al-Qaida (La Base) au vu et au su des États-Unis : un conglomérat de cellules terroristes islamiques pratiquement indépendantes et réparties dans au moins 26 pays." Mais pour l'heure, "Washington fermait les yeux sur al-Qaida."³⁴

En même temps, les politiques de l'Arabie Saoudite et du Pakistan, supervisées par les États-Unis, contribuaient à l'édification d'un empire financier islamiste international d'une extraordinaire complexité. Oussama ben Laden joua un rôle central dans l'établissement de ce réseau mafieux. En quatre ans d'une enquête qui utilisa notamment des sources officielles du renseignement, Richard Labevière, journaliste primé de la télévision suisse, spécialiste du Moyen-Orient et de l'Afrique, découvrit que ce réseau faisait tout pour étendre sa puissance et sa richesse, malgré son engagement caché en faveur du wahhabisme saoudien. Ce réseau permettait à la CIA de recruter, de financer et de former des groupes terroristes dans tout le monde musulman. Le but de cette politique était de déstabiliser les mouvements nationalistes et communistes qui menaçaient les intérêts américains. Elle remporta l'un de ses succès les plus éclatants en aidant la confrérie des Frères musulmans d'Égypte à saper le pouvoir de Nasser. Le nationalisme panarabe de ce dernier était voué aux gémonies par les wahhabites et politiquement inacceptable pour la CIA qui, au-delà de la progression de l'indépendance dans la région, craignait la perspective d'une Égypte prosoviétique. En tandem avec les Saoudiens, la CIA mobilisa donc les extrémistes au Pakistan pour encourager la prolifération des sectes extrémistes, notamment en Afghanistan, au Pakistan, en Algérie, au Yémen, en Indonésie, aux Philippines. En parallèle, des centres de criminalité financière organisée liés à ces sectes s'établirent notamment en Malaisie, à Madagascar, en Afrique du Sud, au Nigeria, en Amérique latine, en Suisse, au Royaume-Uni et au Turkestan. L'objectif final était de contrecarrer les mouvements nationalistes et l'influence soviétique.³⁵

L'APRÈS-GUERRE FROIDE NOURRIT LE CERVEAU DU TERRORISME

Après le départ des troupes soviétiques d'Afghanistan et l'effondrement de l'Union soviétique en 1989, les factions afghanes antisoviétiques se disputent le pouvoir. Malgré l'accord officiel de 1991, aux termes duquel les États-Unis et l'URSS ne soutiendront plus aucune faction en Afghanistan, le Département d'État américain attend avec impatience l'issue de cette rivalité. Selon Labevière, les sources de

renseignement européennes révèlent que la CIA et les Saoudiens – désireux de s’assurer un régime conforme à leurs intérêts communs dans la région – conviennent alors de ne pas renoncer aux “atouts d’une collaboration aussi profitable,” ce qui fait référence à l’alliance conclue à l’époque de la guerre froide entre l’Afghanistan et les États-Unis, et qui était fortement contrôlée par Oussama ben Laden. Une série d’entrevues a ainsi lieu en 1991 entre la CIA, les services de renseignement saoudiens et ben Laden. Les termes exacts des accords n’ont pas été révélés, mais Labevière rapporte que la CIA était déterminée à conserver son influence en Afghanistan, “route vitale vers l’Asie centrale où les grandes compagnies pétrolières préparaient l’Eldorado énergétique du prochain millénaire.” Les Saoudiens entendaient, eux aussi, maintenir l’alliance ben Laden-Pakistan “à tout prix,” ce qui convenait aux États-Unis en leur garantissant un pilier de la résistance locale à l’influence de l’Iran chiite.³⁶

D’autres sources dignes de foi viennent corroborer les conclusions de Labevière. En 1989, après le retrait soviétique d’Afghanistan, Oussama ben Laden “rentra en Arabie Saoudite où il dirigea pendant une brève période l’entreprise familiale de construction, à la maison-mère de Jeddah.”³⁷ Même après 1991, alors que la sécurité saoudienne était censée garder le passeport de ben Laden “afin d’empêcher ou du moins de décourager ses contacts avec les extrémistes avec lesquels il avait travaillé... pendant le *jihād* afghan,” il conserva une influence considérable au sein des cercles royaux saoudiens : “Après l’invasion du Koweït par l’Irak, il fit pression sur la famille royale saoudienne pour organiser la défense civile dans le royaume et mobiliser d’anciens combattants afghans pour la lutte contre l’Irak.”³⁸

Le régime saoudien déclina son offre, mais accepta l’arrivée de 300 000 soldats américains. Selon Gerald Posner – reporter d’enquête de premier plan qui participe régulièrement au *Today Show* de la NBC –, c’est à ce moment précis que ben Laden décida de devenir un ennemi du régime saoudien. Mais en avril 1991, selon un rapport secret des services de renseignement américains, le prince Turki al-Fayçal, alors chef du renseignement saoudien, conclut un accord secret avec ben Laden, pendant que ce dernier était en résidence surveillée suite à son opposition à la présence des soldats américains sur le sol saoudien. Aux termes de cet accord, que le régime désavouerait publiquement, ben Laden serait autorisé à quitter l’Arabie Saoudite avec ses fonds et ses fidèles. En outre, le régime continuerait à financer ses activités, pour autant qu’il ne prenne pas le Royaume saoudien pour cible.³⁹ Le fait que Gerald Posner mentionne un accord secret entre ben Laden et le renseignement saoudien, accord dont le renseignement américain était informé, confirme la teneur

globale des conclusions de Labevière. Ce dernier cite cependant des sources de renseignement européennes et va encore plus loin en suggérant une implication totale de la CIA dans l'accord de 1991. À eux seuls, les faits relatés par Posner indiquent assez clairement une connivence pour le moins tacite de la part des États-Unis, dans la mesure où le renseignement américain, pourtant parfaitement au courant du marché, n'intervint pas.

La guerre froide avait pris fin, mais le conflit se poursuivait en Afghanistan. Selon Barnett Rubin du Council on Foreign Relations, "les stocks massifs d'armes étaient toujours aux mains de l'armée, soutenue par les Soviétiques, et des combattants de la résistance islamique (soutenus par les États-Unis avec l'aide du Pakistan, de l'Arabie Saoudite et d'autres encore)" et continuaient à alimenter la lutte entre les nombreuses factions rebelles.⁴⁰ Aux termes de l'accord secret conclu en 1991, les États-Unis, l'Arabie Saoudite et le Pakistan s'employaient toujours à manipuler le conflit en faveur de leurs propres intérêts. En août 1992, les tirs de roquettes des forces de Gulbuddin Hekmatyar – alors soutenu par le Pakistan et les États-Unis – avait fait fuir un demi-million de civils de Kaboul, la capitale, et tué plus de 2 000 personnes. Selon Human Rights Watch, à la fin de cette année-là, "le monde ne s'intéressait pratiquement plus au conflit et l'Afghanistan semblait au bord de la catastrophe humanitaire," alors qu'Hekmatyar organisait l'escalade de la terreur "avec des armes financées par les Américains et les Saoudiens."⁴¹

Quoi qu'il en soit, Hekmatyar ne porte pas seul la responsabilité des violences qui firent rage entre 1992 et 1996 et auxquelles contribuèrent toutes les factions rebelles, notamment sous la direction d'Ahmed Shah Massoud, de Burhanuddin Rabbani, d'Abdul Rachid Dostum, d'Abdul Ali Mazari et d'Abdul Karim Khalili.

Les atrocités commises par une vague fédération de factions connue sous le nom d'Alliance du Nord – devenue le "Front Uni" après 1996 – étaient exactement de même nature que celles du futur régime des talibans. Le spécialiste britannique du Moyen-Orient Robert Fisk évoque dans *l'Independent* "tout le palmarès sanglant et rapace des tueurs de 'l'Alliance,'" un "gang de terroristes... L'Alliance du Nord, cette confédération de seigneurs de guerre, de patriotes, de violeurs et de tortionnaires qui contrôlent une frange du nord de l'Afghanistan, ... a accompli sa [part de] massacres sur son propre terrain, en Afghanistan. Tout comme les talibans..."⁴² Il souligne que "le fait est qu'entre 1992 et 1996, l'Alliance du Nord a été le symbole de massacres, de viols systématiques et de pillages... Lorsque l'Alliance du Nord quitta [Kaboul] en 1996, elle laissait derrière elle 50 000 morts."⁴³

Sidney Jones, directeur de la division Asie de Human Rights Watch, relève que les commandants de l'Alliance du Nord, "dont le passé brutal met en cause la légitimité au sein de l'Afghanistan," sont responsables de graves violations des droits de l'Homme pendant toute la durée de leur emprise sur une grande partie de l'Afghanistan, entre 1992 et 1996, parmi lesquelles on citera "les exécutions sommaires, les maisons incendiées et les pillages qui ont principalement frappé les ethnies pachtounes et autres personnes soupçonnées de soutenir les talibans." L'Alliance "a ainsi accumulé un nombre déplorable d'attaques contre des civils entre la chute du régime de Najibullah en 1992 et la prise de Kaboul par les talibans en 1996."⁴⁴

Mais le contrôle de l'Afghanistan par les seigneurs de guerre de l'Alliance du Nord est de plus en plus contesté par les forces des talibans, soutenues par le Pakistan et l'Arabie Saoudite. Au début des années 90, les talibans ne forment pas plus un mouvement qu'une faction politique et militaire cohérente. En réalité, plusieurs factions, tels le Harakat-e Islami et Mohammad Nabi Mohammadi, opèrent en toute indépendance, sans aucun commandement central. Au milieu de l'année 1994, les membres de ces factions s'unissent pour former le mouvement taliban qui finit par conquérir Kaboul, la capitale, en 1996. Oliver Roy, spécialiste en politique islamique moderne et consultant auprès du ministère des Affaires étrangères français, observe que la victoire des talibans "a été largement orchestrée par les services de renseignement pakistanais [ISI] et la compagnie pétrolière Unocal avec son alliée saoudienne Delta Oil." À l'époque, poursuit-il, le soutien du Pakistan aux talibans recevait également l'appui – public et privé – des autorités saoudiennes et de la CIA.⁴⁵

À peu près à la même époque, en mai 1996, Oussama ben Laden se voit offrir la protection du Pakistan, à condition de s'aligner fermement, ainsi que ses forces, sur les talibans. Il s'empresse de partir pour l'Afghanistan. Le mois suivant, ben Laden et Abou Zubaida, son collègue haut placé au sein d'al-Qaïda, rencontrent des militaires pakistanais de haut rang, parmi lesquels Musha Ali Mir qui deviendra chef de l'état-major de l'armée de l'Air pakistanaise un an avant le 11 Septembre. D'après ben Laden, l'alliance conclue entre al-Qaïda et les talibans par l'intermédiaire du Pakistan reçoit "la bénédiction des Saoudiens" qui avaient déjà financé les talibans et al-Qaïda.⁴⁶

LA MONTÉE DES TALIBANS SOUS LES AUSPICES DES ÉTATS-UNIS

Seuls trois gouvernements de premier plan reconnaissent la légitimité du gouvernement taliban à la tête de l'Afghanistan : le Pakistan, l'Arabie

Saoudite et les Émirats arabes unis – tous trois clients essentiels des États-Unis et des pays occidentaux⁴⁷. Tout en proférant d'occasionnelles condamnations rhétoriques de la politique des talibans, les pays occidentaux ferment les yeux sur le soutien accordé à ce régime par leurs propres alliés.

Ainsi, Barnett Rubin relate que la politique américaine déclarée de promotion de la paix en Afghanistan a "été victime de toute une série de contradictions internes. La politique américaine envers l'Iran est en conflit avec la politique américaine officielle envers l'Afghanistan ; c'est là une des raisons pour lesquelles une grande partie de cette région est persuadée que les États-Unis soutiennent les talibans." Rubin relève que : "Si les États-Unis soutiennent en réalité l'appui pakistano-saoudien des talibans, même si ce soutien n'est pas matériel, alors ils ont effectivement décidé de faire de l'Afghanistan la victime d'une nouvelle guerre par procuration – non plus contre l'URSS, mais contre l'Iran." L'engagement américain à soutenir les Nations Unies pour amener la paix en Afghanistan s'est, lui aussi, vu ternir par "le refus du Congrès de débloquer des fonds pour la quote-part américaine à l'ONU et la participation américaine aux dépenses pour le maintien de la paix." Pire encore, poursuit Rubin : "Les États-Unis n'ont pas décrit et critiqué de manière directe les types d'interférence extérieure en Afghanistan," qui émanent notamment du Pakistan et de l'Arabie Saoudite. "Les déclarations publiques du Département d'État condamnent ces interférences, sans jamais toutefois en préciser les auteurs."⁴⁸

Les preuves ne manquent pas pour suggérer que ces politiques, en apparence contradictoires, s'expliquent par un seul facteur : le cautionnement. De 1994 à 1998, les États-Unis soutiennent les talibans qui leur permettaient de poursuivre et diriger l'engagement américain dans la région. Entre 1999 et 2000, le gouvernement américain maintient son appui, malgré une multiplication des mises en garde, avant de le diminuer et même de changer de camp en 2001.

En réalité, les intérêts américains en Afghanistan ont toujours été fort pertinents, comme le note Elie Krakowski, ancien assistant spécial du sous-secrétaire américain à la Défense chargé de la politique de sécurité internationale (1982-1988), un homme qui "en sait plus sur l'Afghanistan que quiconque sur le sol américain," selon Tony Fox, de Fox News. Krakowski écrit que l'Afghanistan

est à la croisée de ce que Halford MacKinder a appelé le 'cœur du monde' et du sous-continent indien... Il doit son importance à cette position où convergent les routes principales. Frontière entre les puissances terrestre et maritime, c'est le point de rencontre de forces opposées qui le dépassent.

Alexandre le Grand s'en est servi pour ses conquêtes, tout comme les Mongols. Après avoir été convoité par les empires russe et britannique au XIX^e siècle, l'Afghanistan a fait l'objet de controverses entre les superpuissances soviétiques et américaines au XX^e siècle. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, il est devenu synonyme d'accès potentiel à la mer pour les nouveaux États d'Asie centrale qui n'en disposent pas. D'importants gisements de gaz et de pétrole y ont attiré pays et multinationales... L'Afghanistan étant un pivot stratégique essentiel, ce qui s'y passe affecte le reste du monde.⁴⁹

Selon Amnesty International, “de nombreux analystes spécialisés sur l’Afghanistan sont d’avis que les États-Unis ont entretenu des liens étroits avec les milices des talibans. Ils évoquent les visites des représentants talibans aux États-Unis au cours des derniers mois, ainsi que plusieurs déplacements de fonctionnaires haut placés du Département d’État américain à Kandahar, dont l’un a eu lieu juste avant la prise de Jalalabad par les talibans.” Amnesty renvoie à un commentaire du *Guardian* : “D’importants chefs talibans ont assisté à une conférence à Washington au milieu de l’année 1996 et des diplomates américains se sont régulièrement rendus au quartier général des talibans.” Le *Guardian* déclare que, même si ces “visites peuvent s’expliquer... leurs dates les rendent sujet à caution, tout comme l’attitude globalement approbative des officiels américains envers les talibans.”⁵⁰ En outre, l’Agence France-Presse révèle :

Au cours des mois qui ont précédé la prise du pouvoir par les talibans [en 1996], l’ancienne secrétaire d’État américaine adjointe pour l’Asie du Sud, Robin Raphel, s’est livrée à d’intenses navettes diplomatiques entre les puissances susceptibles d’avoir des intérêts dans le projet [UNOCAL]. “Robin Raphel a été le visage du pipeline d’Unocal,” a déclaré un officiel de l’ancien gouvernement afghan qui a participé à certaines de ces réunions... Non seulement le [projet] permettait l’exploitation de nouvelles sources d’énergie, mais il s’alliait parfaitement à un objectif stratégique américain essentiel dans la région : l’isolement de la Némésis iranienne et l’étouffement d’un oléoduc rival souvent disputé et soutenu par Téhéran, selon les experts.⁵¹

Amnesty confirme également que de récents rapports des *madrassa* [écoles religieuses] fréquentées par les talibans au Pakistan indiquent que ces liens [occidentaux] [avec les talibans] pourraient s’être noués dès le début du mouvement taliban... Dans une interview diffusée par le BBC World Service le 4 octobre 1996, Benazir Bhutto, alors Premier ministre du Pakistan, affirmait que les *madrassa* avaient été mises sur pied par la Grande-Bretagne, les États-Unis, l’Arabie Saoudite et le Pakistan pendant le jihad et la résistance islamique contre l’occupation de l’Afghanistan par les Soviétiques.⁵²

Selon Selig Harrison, expert spécialisé dans les relations des États-Unis avec l'Asie, la création des talibans a été "activement encouragée par l'ISI [pakistanaise] et la CIA."⁵³ En 1996, alors que les talibans ont consolidé leur domination, Glyn Davies, porte-parole du Département d'État, explique que les États-Unis n'y ont "rien [trouvé] de répréhensible". L'approbation américaine est également révélée par le sénateur Hank Brown, président de la Sous-commission du Sénat chargée des relations étrangères pour le Proche-Orient et l'Orient méridional qui déclare : "Ce qu'il y a de bon dans ces événements, c'est qu'une faction semble enfin capable de former un nouveau gouvernement en Afghanistan."⁵⁴ Suite à la visite à Islamabad et Kandahar du prince Turki, chef des services du renseignement saoudiens, l'Arabie Saoudite, alliée des États-Unis, finança et équipa la marche des talibans sur Kaboul.⁵⁵

De nombreux experts américains pour l'Afghanistan admettent que la montée des talibans s'est effectuée avec le soutien occulte des États-Unis. Ainsi, l'Agence France-Presse cite Radha Kumar, du Council on Foreign Relations, qui déclare que les talibans

ont été portés au pouvoir avec la bénédiction silencieuse de Washington qui se livrait alors à un nouveau 'Grand Jeu' manqué en Asie centrale... Désireux de voir l'Afghanistan soumis à la poigne d'un gouvernement central fort afin de permettre à un groupe mené par les États-Unis de construire un oléoduc et un gazoduc de plusieurs milliards de dollars, Washington poussa ses principaux alliés – le Pakistan et l'Arabie Saoudite – à soutenir la tentative de prise du pouvoir par la milice en 1996, ont déclaré les analystes... Les États-Unis ont certainement encouragé l'Arabie Saoudite et le Pakistan à soutenir les talibans jusqu'à leur marche sur Kaboul... Un motif-clé de l'intérêt que les États-Unis portaient aux talibans était l'oléoduc et le gazoduc de 4,5 milliards de dollars qu'un consortium pétrolier mené par les États-Unis prévoyait de construire dans un Afghanistan ravagé par la guerre... [Le] consortium [pétrolier] craignait qu'aucun oléoduc ne soit possible tant que l'Afghanistan, ravagé par les conflits depuis le retrait soviétique de 1989, resterait divisé entre seigneurs de guerre rivaux.⁵⁶

Le professeur William O. Beeman, anthropologue et directeur des études sur le Moyen-Orient à la Brown University et spécialiste de l'Asie centrale islamique, fait lui aussi remarquer que

Chacun sait, surtout dans cette région, que les États-Unis, le Pakistan et l'Arabie Saoudite soutiennent depuis un certain temps les intégristes talibans dans leur lutte pour le contrôle de l'Afghanistan. Les États-Unis n'ont jamais admis ouvertement cette connexion, mais elle a été confirmée au Pakistan, tant par des sources venant du renseignement que par des organisations caritatives.⁵⁷

Le professeur Beeman, qui observe depuis longtemps la situation en Afghanistan, souligne que les talibans soutenus par les États-Unis “sont un groupe d’intégristes brutaux qui ont mené une politique culturelle de la terre brûlée” en Afghanistan. Une documentation considérable démontre que les talibans ont “commis des atrocités contre leurs ennemis et contre leurs propres citoyens... Alors pourquoi les États-Unis les soutiendraient-ils ?” Beeman conclut que la réponse à cette question “n’a rien à voir avec la religion ni l’appartenance ethnique, mais uniquement avec l’économie pétrolière. L’un des plus riches gisements pétroliers du monde se trouve au nord de l’Afghanistan, sur la rive est de la mer Caspienne, dans les républiques qui se sont formées au lendemain de l’effondrement de l’Union soviétique.” Le pétrole de la mer Caspienne doit être transbordé hors de cette région sans littoral par un port qui ne gèle jamais. L’itinéraire “le plus simple et le meilleur marché” consiste à faire passer le pipeline par l’Iran – mais l’Iran est un “ennemi” des États-Unis, pour toute une série de raisons stratégiques, notamment l’aversion du régime pour les projets américains dans la région. Comme le relève Beeman : “Le gouvernement américain porte une telle antipathie à l’Iran qu’il est prêt à tout pour éviter cela.” L’autre solution consiste à passer par l’Afghanistan et le Pakistan, ce qui “impliquerait d’obtenir l’accord des autorités constituées en Afghanistan” – c’est-à-dire des talibans. Les élites pakistanaises profiteraient également de cet arrangement, “raison pour laquelle elles sont disposées à défier les Iraniens.” Par conséquent, pour les États-Unis, la solution était “que les talibans anti-iraniens l’emportent en Afghanistan et acceptent de faire passer le pipeline sur leur territoire.”⁵⁸

“L’évolution des talibans sera probablement semblable à celle des Saoudiens,” commente un diplomate américain en 1997, en soulignant la vision américaine d’un “Afghanistan libre”. “Il y aura Aramco [un consortium de compagnies pétrolières qui contrôle le pétrole saoudien], des oléoducs, un émir, pas de parlement et de la *charia* un peu partout. Rien dont nous ne puissions nous accommoder.”⁵⁹ C’est ainsi qu’en décembre 1997, des représentants talibans sont invités au Texas, au siège d’UNOCAL pour y négocier leur appui au pipeline. Dans l’intervalle et avec l’approbation du gouvernement américain, UNOCAL avait déjà commencé à former des Afghans à la construction d’oléoducs.

Une délégation de haut rang du mouvement taliban en Afghanistan se trouve aux États-Unis pour des pourparlers avec une entreprise d’énergie internationale qui souhaite construire un gazoduc allant du Turkménistan au Pakistan via l’Afghanistan... Un porte-parole de cette société, Unocal, a déclaré que les talibans passeraient plusieurs jours au siège de la société à Sugarland, au Texas... Un correspondant régional de la BBC a affirmé que le projet de construction d’un oléoduc passant par l’Afghanistan fait partie d’une

ruée internationale sur le riche potentiel énergétique de la mer Caspienne... Unocal... a mandaté l'université du Nebraska pour enseigner aux Afghans les techniques requises pour la construction des pipelines. Presque 140 personnes se sont inscrites le mois dernier à Kandahar et Unocal prévoit également des cours de formation administrative destinés aux femmes. Bien que les autorités talibans n'autorisent le travail des femmes que dans le domaine de la santé, les organisateurs de cette formation ont déclaré n'avoir suscité aucune objection à ce jour.⁶⁰

Les talibans : un passeport pour la richesse ?

Ce que le *Guardian* a appelé "l'attitude globalement approbative des officiels américains envers les talibans" a donc été guidé par des intérêts stratégiques et économiques. CNN précise que "les États-Unis veulent de bonnes relations [avec les talibans] mais ne peuvent les rechercher ouvertement tant que les femmes sont opprimées" – ce qui implique qu'ils pourraient les rechercher en secret.⁶¹

L'Inter Press Service (IPS) a rapporté que, soulignant "les enjeux géopolitiques, l'Afghanistan occupe une place prépondérante dans les plans des sociétés et du gouvernement américains concernant les itinéraires des pipelines et des routes visant à ouvrir aux marchés mondiaux les anciennes républiques soviétiques situées à la frontière méridionale de la Russie." Ainsi, en pleine guerre, "certaines entreprises occidentales se montrent moins réticentes envers les talibans", même si ce mouvement est responsable de la terreur, de massacres, d'enlèvements et de la paupérisation. "Leili Helms, porte-parole des talibans à New York, a déclaré à l'IPS qu'une entreprise américaine, Union Oil of California (Unocal), avait participé, la semaine dernière, à l'organisation de la visite des ministres par intérim du mouvement chargés de l'Information, de l'Industrie et des Mines. Les trois ministres ont rencontré des officiels de moindre rang du Département d'État avant de se rendre en France, a précisé Leili Helms." "Plusieurs entreprises américaines et françaises s'intéressent au développement de gazoducs qui passeraient par le centre et le sud de l'Afghanistan, où les 23 États sous contrôle taliban" se trouvent précisément, comme l'a ajouté Leili Helms, ce qui arrange "comme par hasard" les entreprises occidentales.⁶² Leili Helms avait été engagée par les talibans comme responsable des relations publiques à Washington. Or il se trouve qu'elle est particulièrement bien informée des manœuvres clandestines des agences de renseignement américaines : son oncle, Richard Helms, est un ancien directeur de la CIA.⁶³

Un article paru en octobre 1996 dans le quotidien allemand *Frankfurter Rundschau* relate qu'UNOCAL “a reçu le feu vert des nouveaux tenants du pouvoir de Kaboul pour la construction d'un pipeline allant du Turkménistan au Pakistan via l'Afghanistan. Il s'étendra de Krasnovodsk sur la mer Caspienne à Karachi sur la côte de l'océan Indien.” À Genève, des diplomates des Nations Unies pensaient que la guerre en Afghanistan était le résultat d'une lutte entre la Turquie, l'Iran, le Pakistan, la Russie et les États-Unis “pour l'obtention de l'accès aux richesses en pétrole et en gaz naturel de la mer Caspienne.”⁶⁴ Parmi les autres compagnies joyeusement intéressées par l'exploitation du pétrole caspien, on relève AMOCO, BP, Chevron, EXXON et Mobil.⁶⁵

C'est dans ce contexte que Franz Schurmann, professeur émérite d'histoire et de sociologie à l'université de Californie, mentionne le “soutien discret prêté par Washington aux talibans”, pour commenter l'annonce faite en mai 1996 “par UNOCAL qu'elle se préparait à construire un pipeline pour le transport de gaz naturel du Turkménistan au Pakistan en passant par l'ouest de l'Afghanistan... L'annonce d'UNOCAL reposait sur le principe d'une victoire imminente des talibans.”⁶⁶

On ne s'étonnera pas de voir le *Wall Street Journal* rapporter que l'intérêt principal des élites occidentales et américaines dans la région était de convertir l'Afghanistan en un “itinéraire majeur de transbordement pour l'exportation des vastes gisements de pétrole, de gaz et autres richesses naturelles d'Asie centrale... Qu'ils nous plaisent ou non, les talibans sont les acteurs les mieux à même d'obtenir la paix en Afghanistan en cette période de l'histoire.”⁶⁷ Entre-temps, le *New York Times* annonçait que “le gouvernement Clinton estime qu'une victoire des talibans... servirait de contrepoids à l'Iran... et ouvrirait de nouvelles routes commerciales susceptibles d'affaiblir l'influence de la Russie et de l'Iran dans la région.”⁶⁸

Dans la même veine, l'*International Herald Tribune* annonçait qu'en été 1998, “le gouvernement Clinton était en pourparlers avec les talibans concernant l'itinéraire potentiel de pipelines destinés à acheminer du pétrole et du gaz naturel depuis le Turkménistan jusqu'à l'océan Indien en passant par l'Afghanistan et le Pakistan.”⁶⁹

P. Stobdan, chercheur auprès de l'Institute for Defense Studies and Analysis (IDSA) à New Delhi, déclare dans le journal de l'Institut, *Strategic Analysis* :

Le gouvernement américain a pleinement soutenu l'itinéraire comme une option utile pour libérer les États d'Asie centrale des griffes de la Russie et les empêcher de se rapprocher de l'Iran. Ce projet apparaissait également comme

le moyen le plus rapide et le plus économique d'acheminer le gaz turkmène vers le marché énergétique d'Asie du Sud en pleine expansion. Pour appuyer sa campagne en faveur du projet, Unocal a loué les services d'Henry Kissinger, diplomate d'envergure et ancien secrétaire d'État, ceux d'un ancien ambassadeur américain au Pakistan, Robert Oakley, ainsi que d'un expert sur le Caucase, John Maresca... Le président d'Unocal a même spéculé sur une réduction de moitié des coûts de construction en cas de victoire du mouvement taliban et de formation d'un gouvernement unique.

Pire encore, cet effort collectif, appuyé sans réserve par le gouvernement américain, impliquait le soutien direct et matériel des talibans : "Les médias rapportèrent que la compagnie pétrolière américaine avait été jusqu'à aider matériellement la milice à progresser vers le nord contre les forces de Rabbani." Et pourtant, en août 1998, UNOCAL suspend les travaux du pipeline *sine die*.⁷⁰ Il faudra encore trois mois à la compagnie pétrolière pour se retirer du consortium CentGas créé pour la construction du pipeline.⁷¹

Certes, à plusieurs reprises, UNOCAL a nié tout intérêt dans le projet de pipeline transafghan, mais ces démentis sont trompeurs. En mars 2000, le *Business Recorder* fait état du vif intérêt exprimé en coulisses par UNOCAL :

Une fois de plus, UNOCAL tente de sauter dans le projet de gazoduc du Turkménistan abandonné il y a environ un an sous couvert de prétendues violations des droits de l'Homme en Afghanistan. L'entreprise américaine est en pourparlers avec les autorités afghanes afin d'obtenir des garanties de protection en faveur de son personnel pendant son travail en Afghanistan, ont déclaré des sources dignes de foi au *Business Recorder*. Voilà une manœuvre intéressante de la part de cette société, dans la mesure où l'Afghanistan fait l'objet de sanctions américaines sévères en raison de la protection qu'il accorde aux terroristes.⁷²

UNOCAL n'était pas la seule entreprise à entretenir des rapports avec les talibans. Le fameux courtier en énergie américain Enron, qui cultivait des liens étroits avec le gouvernement, était, lui aussi, fortement impliqué. Enron avait effectué l'étude de faisabilité préliminaire pour le pipeline, financée par une bourse de 750 000 dollars accordée par la US Agency for Trade and Development.⁷³

Des sources du renseignement américain et d'anciens officiels d'Enron ont confirmé qu'Enron "avait donné des millions de dollars aux talibans", apparemment avec la bénédiction du gouvernement, "dans un effort où tous les coups étaient permis pour conclure un marché pour un pipeline en Afghanistan – et cela alors que les talibans protégeaient déjà Oussama ben Laden.

Atul Davda, directeur d'Enron chargé de la division internationale jusqu'à la chute de la société, a affirmé que "Enron était très proche des officiels talibans. La construction du pipeline était l'un des objectifs primordiaux de la société." Une source interne de la CIA a remarqué que "Enron faisait la cour aux talibans et était prête à les prendre comme partenaires dans l'exploitation du pipeline qui traverserait l'Afghanistan. Enron proposa de leur verser de vastes sommes sous forme d'une 'taxe' prélevée sur chaque mètre cube de gaz et [baril] de pétrole acheminé par le pipeline." Enron paya plus de 400 millions de dollars pour l'étude de faisabilité du pipeline, dont "une grande partie était des pots-de-vin pour les talibans," d'après la source de la CIA. De même, un officiel du FBI a confirmé que "en 1998, pendant que Clinton bombardait les camps de ben Laden en Afghanistan, Enron versait des pots-de-vin aux talibans et aux opérateurs de ben Laden pour assurer la survie du projet de pipeline. Et à cette époque, PERSONNE ne pouvait ignorer la connexion entre les talibans et ben Laden – surtout pas Enron."⁷⁴

D'autres sources indiquent que, sous les différentes administrations américaines, des fonctionnaires-clés au sein du gouvernement et des services secrets étaient parfaitement informés du flirt entre Enron et les talibans – et par là-même al-Qaida – et qu'ils soutenaient totalement les opérations de la société dans la région. "Un document saisi émanant d'al-Qaida révèle que les compagnies d'énergie américaines menaient avec les talibans des négociations secrètes pour la construction d'un pipeline," rapporte John Loftus, avocat américain et ancien procureur fédéral au ministère de la Justice.

Le FBI se procura le document mais n'obtint pas l'autorisation de le communiquer aux autres agences, afin de protéger Enron... De nombreuses sources confirment que les forces de l'ordre américaines ont été volontairement laissées dans l'ignorance et systématiquement empêchées de compléter le puzzle avant le 11 Septembre afin de contribuer aux négociations secrètes et immorales d'Enron avec les talibans.

Le document dissimulé d'al-Qaida tend à étayer les allégations récentes de plusieurs membres de rang moyen issus des forces de l'ordre et des services de renseignement, selon lesquelles on aurait tenté d'étouffer l'affaire. Il semble que la poursuite de leurs enquêtes terroristes ait été bloquée pendant la période sensible où Enron était encore en négociation avec les talibans. Une retombée fortuite de l'étouffement de l'affaire du pipeline taliban fut de donner aux amis talibans au sein d'al-Qaida le temps de terminer leurs préparatifs pour le 11 Septembre pendant les huit derniers mois où Enron était encore protégé par le mur du silence.

Bien que le dernier ordre d'obstruction à l'enquête paraisse avoir été la conséquence de l'appel d'Enron au vice-président Dick Cheney, en janvier 2002, il semble avoir été au moins le quatrième d'une série d'ordres

similaires, chacun basé sur le précédent et impliquant aussi bien les gouvernements républicains que démocrates.⁷⁵

Bien entendu, il convient de souligner que le gouvernement américain savait parfaitement que les talibans abritaient Oussama ben Laden depuis juin 1996, comme le révèlent les documents officiels. C'est sur l'insistance des États-Unis que le Soudan avait expulsé ben Laden vers l'Afghanistan début 1996. Ben Laden a déclaré publiquement la guerre aux États-Unis en août 1996. Il avait glorifié l'attentat à la bombe de la même année au cours duquel 19 militaires américains avaient trouvé la mort, le qualifiant de "terrorisme louable", promettant des attaques futures contre les cibles américaines en novembre 1996 et avouant sa complicité dans les attaques contre des militaires américains en Somalie en 1993 et au Yémen en 1992. D'innombrables preuves le liaient déjà à l'attentat de 1995 contre les logements du personnel militaire américain à Riyad ; à l'attentat de 1993 du World Trade Center ; et au complot de 1994 pour l'assassinat du président Clinton aux Philippines.⁷⁶ C'est pourtant avec la bénédiction du gouvernement américain qu'UNOCAL et Enron inondèrent les talibans de millions de dollars pour faire progresser les négociations du pipeline, sans se préoccuper le moins du monde des conséquences que pouvait entraîner le soutien financier d'un régime abritant le réseau terroriste al-Qaïda.

Des membres du gouvernement américain ont été jusqu'à critiquer le soutien américain occulte apporté aux talibans receleurs de terroristes. On notera ainsi le témoignage autorisé du député américain Dana Rohrabacher, responsable de l'Afghanistan depuis le début des années 80, alors qu'il travaillait à la Maison Blanche en tant qu'assistant spécial auprès de Ronald Reagan, alors président. Aujourd'hui membre haut placé à la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants, il a participé à la politique américaine envers l'Afghanistan pendant une vingtaine d'années. En 1988, il s'est rendu en Afghanistan, où il s'est mêlé aux combattants moudjahidin et a pris part à la bataille de Jalalabad contre les Soviétiques. En avril 1999, lors des auditions du Congrès, il a témoigné comme suit devant une sous-commission du Sénat sur les relations internationales :

Ayant été mêlé de près à la politique américaine en Afghanistan pendant une vingtaine d'années, je me suis demandé si ce gouvernement avait mené une politique occulte qui a rendu les talibans autonomes et permis à ce mouvement brutal de se maintenir au pouvoir. Malgré les déclarations du président et du secrétaire d'État exprimant leur dégoût face aux politiques brutales des talibans, notamment dans leur répression envers les femmes, la

mise en œuvre de la politique américaine a eu l'effet opposé, et ce à plusieurs reprises.

Après avoir étayé de nombreux facteurs indiquant un soutien américain concret aux talibans, Dana Rohrabacher conclut sa déposition :

Je prétends qu'il existe et qu'il a existé une politique occulte du présent gouvernement pour soutenir le contrôle de l'Afghanistan par le mouvement taliban... Cette politique amoralisée ou immorale se fonde sur l'hypothèse selon laquelle les talibans apporteraient la stabilité en Afghanistan et permettraient la construction d'oléoducs d'Asie centrale au Pakistan via l'Afghanistan... Je pense que le gouvernement a gardé le secret sur cet objectif et maintenu le Congrès dans l'ignorance de sa politique de soutien aux talibans, le régime le plus opposé qui soit à l'Occident, aux femmes et aux droits de l'Homme. Nul besoin d'être un génie pour comprendre que les Américains, et parmi eux tout particulièrement les femmes, auraient été outrés par cette politique. La preuve la plus criante de la politique occulte de notre gouvernement en faveur des talibans est peut-être le fait que l'administration met actuellement tout en œuvre pour empêcher le Congrès d'établir les détails qui sous-tendent cette politique. L'an dernier, en août, suite à plusieurs demandes officieuses auprès du Département d'État, j'ai fait une demande officielle pour obtenir l'intégralité des documents diplomatiques relatifs à la politique américaine envers les talibans, notamment les câbles et les documents de nos ambassades au Pakistan et en Arabie Saoudite. En tant que membre de la commission des relations internationales de la Chambre, j'ai dans ce domaine une responsabilité en matière de surveillance. En novembre, après des mois de réponses évasives, le secrétaire d'État en personne a promis devant la commission des relations internationales que les documents seraient transmis. Elle a renouvelé cette promesse en février lorsqu'elle a témoigné devant notre commission sur le budget du Département d'État. Le président de la commission, Ben Gilman, a appuyé ma demande de documentation. À ce jour, nous n'avons toujours rien reçu. Seules deux explications sont possibles : soit le Département d'État est parfaitement incompetent, soit la tentative d'étouffement de la politique réelle et fondamentale vis-à-vis de l'Afghanistan se poursuit. Vous ne vous attendiez probablement pas à ce que je loue le Département d'État à la fin de cette déposition cinglante. C'est pourtant ce que je vais faire. Je ne crois pas que le Département d'État soit incompetent. Il doit être tenu pour responsable de ses politiques et le peuple américain doit savoir ce qu'il fait, sur la base de faits dûment étayés.⁷⁷

Ce soutien atteint des proportions choquantes. "Impressionnés par le caractère impitoyable des talibans – à cette époque à leurs débuts – et par leur volonté de conclure un marché pour le pipeline," rapporte Ahmed Rachid dans son étude de l'université de Yale, *Taliban*, "le Département d'État et l'Inter-Services Intelligence pakistanaise acceptèrent d'armer et

de financer les talibans dans leur guerre contre l'Alliance du Nord tadjik. Encore en 1999, c'étaient les contribuables américains qui payaient l'intégralité du salaire annuel de chaque officiel du gouvernement taliban."⁷⁸

Encore en 2000, les auditions de la Commission des relations internationales de la Chambre des députés confirmaient que le soutien américain des talibans passait par l'ISI pakistanaise :

Les États-Unis font partie intégrante du soutien accordé aux talibans depuis toujours – et c'est encore le cas aujourd'hui... Vous avez maintenant un gouvernement militaire au Pakistan qui arme les talibans jusqu'aux dents... Laissez-moi signaler que le soutien [américain] a toujours été accordé aux zones talibans... Nous avons soutenu les talibans parce que toute notre aide va aux zones talibans. Et lorsque des gens de l'extérieur tentent d'apporter de l'aide dans les zones qui ne sont pas sous le contrôle des talibans, ils sont mis en échec par notre propre Département d'État...

À l'époque où les talibans étaient vulnérables, la personne la plus haut placée de ce gouvernement, M. Inderfurth, et Bill Richardson se sont personnellement rendus en Afghanistan pour convaincre les forces antitalibans de ne pas lancer d'offensive et, plus encore, ils ont convaincu toutes les forces antitalibans – leurs alliés – de les désarmer et de mettre un terme à leur soutien aux forces antitalibans... Au même moment, le Pakistan a lancé un effort majeur de ravitaillement qui a fini par mettre en échec – et provoquer la défaite de la plus grande partie des forces antitalibans en Afghanistan.⁷⁹

Comme le relève l'expert afghan Nour Ali, en aidant les talibans, les États-Unis voulaient "traverser l'Afghanistan depuis le Pakistan pour :

- (a) influencer l'Iran.
- (b) étendre leur pouvoir au-delà de l'Amou Daria et contrôler ainsi les ressources de l'Asie centrale.
- (c) influencer la Fédération de Russie depuis le sud, et la Chine continentale depuis le nord-ouest, selon les besoins.

Selon la logique stratégique sous-jacente, l'influence américaine dans la région se basait sur la mise en place d'un "gouvernement fantoche," qui permettrait aux États-Unis d'influencer l'ensemble de la politique et de l'économie dans la région selon ses objectifs impérialistes."⁸⁰

La fin d'une liaison

Les États-Unis maintenaient donc leur engagement en Afghanistan, où leur ingérence se poursuivait par procuration via l'Arabie Saoudite et le

Pakistan. Cette relation triangulaire était essentielle pour le développement de l'infrastructure requise pour la survie et la croissance du réseau terroriste al-Qaida. Elle existe toujours et c'est elle qui est responsable du maintien en vie d'al-Qaida. Quant aux relations entre les États-Unis et le régime taliban en Afghanistan, l'atmosphère n'était pas au beau fixe à l'aube du nouveau millénaire. Il semble que les stratèges américains se soient rendu compte que les talibans ne joueraient vraisemblablement pas leur rôle de "gouvernement fantoche" ami. Comme le remarque Ahmed Rachid :

Le projet UNOCAL reposait sur l'hypothèse de la conquête de l'Afghanistan par les talibans. Cette hypothèse lui avait été soufflée par plusieurs pays comme l'Arabie Saoudite et le Pakistan, ainsi que par certains membres du gouvernement américain. Mais, à la base, cet axiome était faux parce qu'il se fondait sur une conquête, ce qui garantissait que non seulement ils ne pourraient pas construire le pipeline, mais en outre, ils n'obtiendraient jamais la sécurité requise pour sa construction.⁸¹

Rachid relève encore qu'à partir de 1998, une vision du monde de plus en plus antiaméricaine "sembla dominer le raisonnement des principaux chefs talibans." Leurs voix "s'élevèrent de plus en plus bruyamment contre les Américains, les Nations Unies, les Saoudiens et les régimes musulmans du monde entier," et leurs paroles "reflétèrent de plus en plus le langage de méfiance adopté par ben Laden et qui, à l'origine, n'était pas propre aux talibans."⁸²

Autrement dit, les États-Unis commençaient à admettre que le penchant des talibans pour une brutalité tribale extrême avait permis l'escalade du conflit entre les factions, induisant une déstabilisation constante du pays et contribuant à intensifier le cycle de la violence. Le régime en place ne semblait plus capable d'offrir la sécurité requise pour le pipeline transafghan. Les talibans se montrant de moins en moins coopératifs, la politique américaine devint de plus en plus hostile. D'après *Oil & Gas International*, la situation s'aggrava encore lorsque "les talibans exigèrent plus de 100 millions de dollars par an pour le loyer de l'itinéraire du pipeline, sous forme de construction de routes, de réservoirs d'eau, de lignes téléphoniques et électriques, plus un accès au pipeline qui alimenterait l'Afghanistan en gaz et en pétrole." La réaction "d'Unocal fut d'hésiter, puis d'abandonner ses projets..."⁸³

Fin 1998, les États-Unis commencèrent à voir l'intransigeance des talibans comme un obstacle potentiel aux intérêts américains et leurs stratèges entamèrent des plans pour une opération militaire contre eux, bien avant le 11 Septembre. Frederick Starr, président du Central Asia-Caucasus Institute à la Nitze School of Advanced International Studies de

la Johns Hopkins University, rapporte en décembre 2000 dans le *Washington Post* que

... les États-Unis ont discrètement commencé à s'aligner sur ceux qui, au sein du gouvernement russe, appellent à une action militaire contre l'Afghanistan, et ils ont caressé l'idée d'une nouvelle attaque destinée à éliminer Oussama ben Laden. Avant que ce projet soit abandonné sous la pression locale, ils ont même été jusqu'à examiner quel pays d'Asie centrale leur permettrait d'utiliser son territoire dans ce but.⁸⁴

On ne saurait mettre en doute la perspicacité de Frederick Starr. Il est spécialisé dans les questions touchant à l'Asie centrale et son directeur à la Johns' Hopkins University était le secrétaire américain adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz. Dans son rapport publié par le *Washington Post*, Frederick Starr précise que, fin 2000, des réunions ont rassemblé des officiels des gouvernements américain, russe et indien "afin d'examiner le type de gouvernement qui devrait remplacer les talibans... Les États-Unis parlent aujourd'hui de renverser un régime qui contrôle la majeure partie du pays, dans l'espoir d'y substituer un gouvernement hypothétique qui n'existe même pas sur le papier."⁸⁵

Le journaliste canadien Eric Margolis, spécialiste du Moyen-Orient et de l'Asie centrale et qui dispose d'informations de première main sur l'Afghanistan, a lui aussi relevé l'ampleur des préparatifs en vue d'une guerre contre l'Afghanistan. Dans un numéro du *Toronto Sun* paru en décembre 2000, il déclare que :

Une attaque de ce type impliquerait probablement la Delta Force et les Navy Seals américains, qui s'allieraient aux commandos d'élite russes Spetsnaz et Alpha au Tadjikistan, l'État d'Asie centrale où la Russie a des bases militaires et 25 000 soldats. Avec l'appui de l'armée de l'Air, les forces conjointes seraient aéroportées à bord d'hélicoptères jusqu'au fin fond de l'Afghanistan pour y attaquer la forteresse de ben Laden dans les montagnes de l'Hindou Kouch.⁸⁶

En mars 2001, *Jane's Intelligence Review* confirma que l'Inde avait rejoint "la Russie, les États-Unis et l'Iran dans un front concerté contre le régime taliban en Afghanistan... Cette tentative de contrer les talibans sur le plan tactique et logistique est le fruit de plusieurs réunions récentes entre les nouveaux groupes de travail indo-américain et indo-russe consacrés au terrorisme." Les États-Unis, la Russie, l'Inde et l'Iran fournissaient déjà un soutien militaire, logistique et de renseignement aux forces antitalibans en Afghanistan. "Selon des sources militaires, l'Inde et la Russie utilisent le Tadjikistan et l'Ouzbékistan comme bases pour le lancement des opérations antitalibans."⁸⁷

En mai 2001, des officiels italiens, allemands et iraniens, et des fonctionnaires du Département d'État américain se retrouvent à Genève pour y examiner "une stratégie pour renverser les talibans et remplacer la théocratie par un 'gouvernement plus large'".⁸⁸

En juin 2001, le magazine d'actualités *India Reacts* fait état d'une intensification des plans communs américains et russes d'assaut militaire contre l'Afghanistan. Selon des officiels indiens :

L'Inde et l'Iran joueront uniquement un rôle de "facilitateurs", les États-Unis et la Russie participant en première ligne à la lutte contre les talibans avec l'appui de deux pays d'Asie centrale, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan... Le Tadjikistan et l'Ouzbékistan dirigeront l'attaque terrestre avec un important soutien militaire des États-Unis et de la Russie. Les cibles seront les installations vitales et les atouts militaires des talibans. L'Inde et l'Iran fourniront le soutien logistique.

Début juin, au cours d'une réunion à Moscou, "le président russe Vladimir Poutine évoquait déjà une action militaire contre les talibans devant les nations de la CEI." Selon les diplomates, la formation de ce front antitaliban "faisait suite à une réunion entre le secrétaire d'État américain Colin Powell et le ministre des Affaires étrangères russe Igor Ivanov, et à une autre réunion entre Colin Powell et le ministre des Affaires étrangères indien Jaswant Singh à Washington. La Russie, l'Iran et l'Inde se sont également réunis plusieurs fois et l'on s'attend à une intensification de l'activité diplomatique."⁸⁹

FLIRT AVEC L'ENNEMI

Au moment même où se déroulent des préparatifs intensifs pour la guerre contre les talibans, le gouvernement Bush tente de sauver sa relation avec le régime. Le *Pakistan Observer* rapporte ainsi qu'en juillet 2001, "Christina Rocca, secrétaire d'État adjointe pour l'Asie du Sud" a rencontré des officiels talibans à Islamabad et [leur] "a annoncé une aide d'urgence sous forme d'abris et de nourriture d'une valeur de 43 millions de dollars, portant ainsi la contribution américaine [à l'aide] aux personnes déplacées dans leur propre pays à un total de 124 millions de dollars pour cette année." Cette "aide humanitaire" était octroyée "sans obligation de rendre des comptes." La rencontre faisait suite à plusieurs autres réunions secrètes entre les officiels du gouvernement américain et les talibans, "notamment la visite à Kaboul, fin avril, de sept officiels américains, qui avait été précédée le même mois par celle de trois officiels américains,

avant que la terreur ne s'abatte sur l'Amérique le 11 Septembre." Ces visites ont amené de nombreux observateurs à s'interroger sur "l'engagement prudent" de l'administration Bush "avec les talibans alors même que ces derniers étaient sous le coup de sanctions rigoureuses de la part de Washington et du Conseil de sécurité des Nations Unies."⁹⁰

L'"engagement prudent" semble avoir été la politique officielle du gouvernement Clinton. En avril 1998, la United Press International (UPI) relatait : "l'ambassadeur des États-Unis auprès des Nations Unies, Bill Richardson, visitera la nation déchirée par la guerre au cours d'un voyage en Asie du sud qui débutera vendredi... D'après les officiels américains, la mission de Richardson est une tentative d'amener la milice taliban et la coalition des forces du nord à des pourparlers préliminaires de paix. Il sera accompagné par le secrétaire d'État adjoint Karl Inderfurth et le conseiller de la Maison Blanche Bruce Riedel."⁹¹ Un an plus tard, en août 1999, l'UPI déclarait :

Les États-Unis et la milice taliban au pouvoir en Afghanistan ont eu des entretiens malgré les tensions qui caractérisent leurs relations depuis l'apparition des talibans sur la scène afghane il y a environ cinq ans... "Les discussions avec les talibans se déroulent en général à Islamabad, à Washington ou à New York où réside le représentant des talibans auprès des Nations Unies," a déclaré le porte-parole de l'ambassade américaine." Des entrevues entre les deux parties ont également eu lieu en marge de conférences et séminaires internationaux," a-t-il déclaré.⁹²

En mars 2002, l'UPI rapportait qu'une série de négociations avec les talibans et d'autres factions, soutenues par les États-Unis, avaient envisagé la possibilité d'un compromis qui annoncerait la fin d'une guerre de factions dévastatrices et ouvrirait la voie à la sécurité dans la région – facteur décisif pour la réalisation des projets américains :

Des officiels haut placés de la milice taliban au pouvoir en Afghanistan devraient participer aux pourparlers. Selon des fonctionnaires du ministère pakistanais des Affaires étrangères, ces entretiens font partie du processus appelé 'deux-plus-six', entamé sous les auspices des Nations Unies avec le soutien des États-Unis. Les États-Unis et la Russie y participent en qualité de garants, et les six pays limitrophes de l'Afghanistan examinent les diverses options pour "mettre un terme aux hostilités."⁹³

Peu après son arrivée au pouvoir en janvier 2001, le gouvernement Bush intensifie ces négociations. Les représentants diplomatiques américains et talibans se rencontrent à plusieurs reprises en février 2001 à Washington, à Berlin et à Islamabad. La dernière réunion de ce type se déroule en août 2001 – cinq semaines avant les attentats de New York et

de Washington. Christina Rocca, alors à la tête de la division Asie centrale au Département d'État américain, rencontra l'ambassadeur taliban au Pakistan à Islamabad.⁹⁴

L'officier des services secrets français Jean-Charles Brisard et l'analyste du renseignement Guillaume Dasquié rapportent que jusqu'à ce moment-là, "les réserves de gaz et de pétrole d'Asie centrale étaient contrôlées par la Russie. Le gouvernement Bush voulait changer tout cela." Toutefois, face au refus des talibans des conditions américaines, "ce raisonnement de sécurité énergétique se transforma en un raisonnement militaire." Au cours d'une interview à Paris, Brisard relève : "À un certain moment pendant les négociations, les représentants américains ont déclaré aux talibans : 'soit vous acceptez le tapis d'or que nous vous offrons, soit nous vous enterrerons sous un tapis de bombes'."

Décrivant le thème central de certaines réunions en 2001, les analystes du renseignement relèvent que :

Plusieurs rencontres eurent lieu cette année-là sous la médiation de Francesc Vendrell, représentant spécial adjoint du secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, afin d'examiner la situation en Afghanistan. Des représentants du gouvernement américain, de la Russie et des six pays limitrophes de l'Afghanistan y participaient. Il arrivait parfois que des représentants des talibans soient également présents autour de la table.⁹⁵

Les trois Américains présents à l'une de ces réunions à Berlin, en juillet, étaient Tom Simons, ancien ambassadeur des États-Unis au Pakistan, Karl "Rick" Inderfurth, ancien secrétaire d'État adjoint pour l'Asie centrale, et Lee Coldren, qui avait dirigé le bureau du Pakistan, de l'Afghanistan et du Bangladesh au Département d'État jusqu'en 1997. Ces rencontres, appelées "6+2" en raison du nombre d'États en cause (six pays voisins d'Asie centrale, et les nouveaux partenaires – la Russie et les États-Unis), ont également été confirmées par l'ancien ministre des Affaires étrangères du Pakistan, Niaz Naik, qui y participait.

Dans une interview donnée à la télévision française début novembre 2001, Niaz Naik confirma que lors d'une rencontre à Berlin en juillet 2001, les discussions avaient essentiellement porté sur "... la formation d'un gouvernement d'unité nationale. Si les talibans avaient accepté cette coalition, ils auraient immédiatement reçu une aide économique internationale. Et les pipelines du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan auraient existé." Naik précisa qu'un représentant américain qui assistait aux réunions, Tom Simons, avait ouvertement menacé les talibans : "Simons déclara, 'soit les talibans se conduisent comme ils le devraient, soit le Pakistan les convaincra de le faire, ou bien nous utiliserons une autre

option.' L'expression utilisée par Simons était 'une opération militaire'.⁹⁶ Selon le *Guardian*, tout au long de cette période, plusieurs signes montraient que les plans belliqueux des États-Unis étaient en passe de se concrétiser. En janvier 2001, un officiel du ministère de la Défense américain, Dr Jeffrey Starr, se rendit au Tadjikistan. Les US Rangers entraînaient des troupes spéciales au Khirghizistan et des rapports mentionnaient l'entraînement de troupes spéciales tadjiks et ouzbeks en Alaska et dans le Montana. Le 16 mai, le général Tommy Franks se rendit à Douchambé pour décrire le Tadjikistan comme "un pays important du point de vue stratégique," lui offrir une aide militaire et recevoir sa candidature au Partenariat pour la paix de l'OTAN. Selon des sources militaires occidentales dignes de foi, un plan de guerre américain "existait sur le papier à la fin de l'été, qui prévoyait d'attaquer l'Afghanistan par le nord." Le 8 juillet, l'opposition afghane, les diplomates pakistanais et les cadres du ministère des Affaires étrangères britannique "se rencontraient à Weston Park, sous les auspices des Nations Unies, pour des séminaires confidentiels sur la situation en Afghanistan."⁹⁷

L'ancien fonctionnaire du Département d'État Lee Coldren a confirmé au *Guardian* que "la discussion avait [aussi] porté sur le fait que les États-Unis étaient tellement écœurés par les talibans qu'ils pourraient envisager une action militaire." Niaz Naik, que Tom Simons décrit comme "un ami de longue date" et "un diplomate honorable," déclara également au quotidien :

Les Américains nous ont fait savoir que si les talibans ne se conduisaient pas correctement et si le Pakistan ne nous aidait pas non plus à les influencer, les États-Unis n'auraient pas le choix et ils devraient agir ouvertement contre le Pakistan. J'ai transmis au gouvernement pakistanais, qui a informé les talibans par le biais de notre ministère des Affaires étrangères et de l'ambassadeur taliban sur place.

Lorsqu'on lui demanda s'il pouvait avoir la certitude que les officiels américains communiquaient les idées du gouvernement Bush et non les leurs, Niaz Naik précisa que : "Ce que les Américains nous ont dit se fondait peut-être sur des instructions officielles. Il s'agissait de fonctionnaires de très haut rang. Même dans la 'seconde voie diplomatique', les gens font très attention à ce qu'ils disent et à ce qu'ils ne disent pas." Niaz Naik cita également Tom Simons qui avait déclaré que l'action contre ben Laden était imminente : "Cette fois-ci, ils étaient vraiment sûrs. Ils avaient tous les renseignements et cette fois, ils ne le manqueraient pas. L'attaque s'effectuerait par les airs, peut-être avec des hélicoptères de combat ; elle serait non seulement manifeste, mais se

déroulerait à proximité immédiate de l’Afghanistan.”⁹⁸ Dans une interview accordée à BBC News, il précisait encore :

Niaz Naik, ancien ministre des Affaires étrangères du Pakistan, a été informé mi-juillet par de hauts fonctionnaires américains qu’une action militaire contre l’Afghanistan serait lancée d’ici mi-octobre... Les hauts fonctionnaires américains lui ont parlé de ce plan lors de la réunion, parrainée par l’ONU, d’un groupe de contact international sur l’Afghanistan qui s’est tenue à Berlin... D’après M. Naik, l’objectif plus large serait de renverser le régime taliban et de le remplacer par un gouvernement intérimaire d’Afghans modérés – le cas échéant, sous la direction de l’ancien roi afghan Zahir Shah.

Citant les informations reçues en juillet 2001, l’ancien ministre des Affaires étrangères pakistanais ajouta que “Washington lancerait son opération depuis des bases situées au Tadjikistan où les conseillers américains étaient déjà en place,” et que “l’Ouzbékistan participerait également à l’opération... 17 000 soldats russes étaient sur le pied d’intervention.” Il fut également informé que “si l’action militaire est déclenchée, elle le sera avant les chutes de neige en Afghanistan, vers la mi-octobre au plus tard.” Les attaques du 11 Septembre ont fourni un prétexte solide à la mise en œuvre de ces plans – “après les bombes du World Trade Center, ce plan américain préexistant avait été complété et serait mis en œuvre d’ici deux ou trois semaines.”⁹⁹

Le 9 septembre 2001, deux jours seulement avant les attaques d’al-Qaida, les plans militaires détaillés pour l’invasion de l’Afghanistan et le renversement des talibans sont présentés au président George W. Bush. Ces plans, dont les grandes lignes figurent dans une directive présidentielle de sécurité nationale, envisagent une campagne mondiale au niveau militaire, diplomatique et des services secrets et comprennent le lancement d’un ultimatum aux talibans :

Il était prévu que le président Bush signe les plans détaillés d’une guerre mondiale contre al-Qaida deux jours avant le 11 Septembre, mais il n’eut pas l’occasion de le faire avant les attentats terroristes contre New York et Washington, ont déclaré des sources américaines et étrangères à NBC News. Le document – une directive présidentielle officielle de sécurité nationale – était une véritable “stratégie pour éliminer totalement al-Qaida,” déclara une des sources à Jim Miklaszewski, de NBC News.

Le plan traitait de tous les aspects d’une guerre contre al-Qaida, depuis les initiatives diplomatiques jusqu’aux opérations militaires en Afghanistan, ont déclaré des sources sous le couvert de l’anonymat. À bien des égards, la directive décrite à NBC News prévoyait essentiellement une stratégie de guerre identique à celle appliquée par la Maison Blanche, la CIA et le Pentagone après les attentats du 11 Septembre. Il est fort probable que le gouvernement ait pu réagir aux attentats aussi rapidement parce qu’il lui

suffisait de prendre les plans – ils étaient [déjà] “tout prêts, a déclaré Jim Miklaszewski.¹⁰⁰

En regard des documents précédents, ce plan de guerre avait visiblement été élaboré lors d'un processus de consultation méticuleux qui s'était déroulé sur plusieurs mois (probablement au moins un an) et auquel avaient participé le Pentagone, la CIA et le Département d'État ainsi que d'autres agences de renseignement et de sécurité. En réalité, d'après Francis Boyle, professeur de droit international à l'université de l'Illinois, la guerre contre l'Afghanistan correspondait à l'exécution d'"un plan de guerre opérationnel... qui était en cours d'élaboration depuis au moins quatre ans" avant le 11 Septembre. Il rapporte qu'une guerre américaine contre l'Afghanistan

avait fait l'objet de manœuvres militaires du Pentagone depuis 1997 déjà... Précisément vers le 11 septembre, deux corps expéditionnaires américains de porte-avions sont opportunément arrivés à ce moment dans le golfe Persique, en "rotation." Bien entendu ceci avait été planifié à l'avance. Juste avant le 11 Septembre, la Grande-Bretagne avait rassemblé ce qui a été annoncé comme la "plus grande armada depuis la guerre des Malouines" et elle voguait vers Oman, où 23 000 soldats britanniques font actuellement des manœuvres. Cela était planifié depuis au moins 3 ans. En outre, l'opération américaine "Bright Star" se déroule actuellement en Égypte : 23 000 soldats américains auxquels s'ajoutent les 17 000 soldats de l'OTAN et de ses associés. Cela était prévu depuis au moins deux ans. Enfin, l'OTAN vient de débarquer 12 000 soldats en Turquie – ce qui était prévu depuis au moins deux ans.

“Le 11 Septembre”, conclut-il, “est soit un prétexte, soit un déclencheur – soit les deux à la fois.”¹⁰¹